

Rapport Conseil départemental du 28.10.10

Depuis la première grande mobilisation contre le projet de loi de réforme des retraites, le 24 juin dernier, le mouvement social s'est considérablement développé, et s'est inscrit dans la durée. Je ne reviendrai pas longuement sur les chiffres des mobilisations. Elles se situent à un niveau très haut dans toute l'histoire de la Vème République avec une moyenne nationale oscillant entre 2,5 millions et 3, 5 millions de personnes à chaque grande journée d'action. La manifestation d'aujourd'hui à Clermont-Ferrand comme dans toute la France avec 25 000 manifestants dans les rues clermontoises, en période de vacances scolaires et malgré la propagande gouvernementale depuis le début de semaine sur l'essoufflement montre combien ce mouvement rassemble. Car si l'on suit la voix des médias dominants, rien ne sert de lutter, il est temps de rentrer dans le rang.

Ce qui semble plus important en revanche, c'est d'avoir l'analyse la plus claire possible et la plus proche des réalités, sur le contenu et les aspirations portées par tous ceux qui manifestent et tous ceux qui les soutiennent.

Première remarque : par son contexte, son ampleur, ses formes et les aspirations qu'il révèle, le mouvement contre la réforme des retraites échappe à tous les anciens clichés et ne peut, me semble-t-il être comparé à la situation des derniers grands mouvements sociaux qu'a connu le pays que ce soit en 1995 contre les projets Juppé, en 2003 contre la réforme Fillon des retraites ou en 2006 contre le CPE.

Deuxième remarque : le gouvernement a perdu la bataille d'idées. Il n'est pas parvenu à convaincre. Le désaccord principal touche le coeur de sa réforme : le report de l'âge légal de départ en retraite à 62 ans et à 67 ans pour le taux plein. « Envie de se poser avant de crever », ce slogan brandi dans les manifestations résume la question : derrière le refus de travailler au-delà de 60 ans, les salariés posent la question du sens du travail. La course à la rentabilité et le dogme du « court terme » ont développé de nouvelles pénibilités, physiques et morales. Sans compter que, depuis vingt ans, la flexibilisation des horaires, l'explosion de la précarité, les temps partiels imposés grignotent la maîtrise du « temps pour soi ». Par ailleurs la crise économique a fait explosé le taux de chômage. Aucun média ne se fait l'écho depuis presque un an des 4,7 millions de nos concitoyens privés d'emploi et inscrits à Pole Emploi, chiffre qui est en progression constante. Une autre donnée toute aussi effarante : près de la moitié de la population active dispose aujourd'hui de contrats précaires ! Nous vivons

désormais les transformations opérées par vingt cinq ans de néolibéralisme : une société du tous plus pauvres, au service d'une poignée de méga-riches !

Dans ce cadre, la retraite incarne pour beaucoup un espace de liberté délié de la relation salariale, un temps où l'on peut faire ce que l'on n'a pas pu durant sa vie au travail. Elle est devenue un horizon après le travail que le report de l'âge légal de la réforme bouche. Cette opinion s'est doublée d'un fort soutien au mouvement social, jusqu'à 71 % d'opinions favorables aux actions menées par l'intersyndicale. La France en âge de travailler se montre favorable au mouvement social avec 74 % d'opinions favorables. Les jeunes le soutiennent de façon écrasante 73 %. Le dernier sondage du jour, qui intervient après le vote définitif de la réforme par l'Assemblée nationale intervenu hier, montre que 65 % des Français soutenaient le mouvement d'aujourd'hui. Cette constante dans l'opinion conforte l'idée d'un soutien majoritaire des Français. Ces sondages et ce soutien massif gênent considérablement le pouvoir qui paraît à la fois sur une communication bien huilée démontrant qu'en dehors de sa réforme il n'y avait pas d'autre choix possible, et d'autre part sur un essoufflement rapide après le vote au Parlement. La droite était prête à tout : matraquage médiatique, censure des parlementaires lors de l'examen du projet de loi, stigmatisation de la jeunesse, provocations et violences policières... Mais ce qu'elle n'avait pas prévu c'est que ses mensonges ne trompent plus personne.

En conséquence, c'est le troisième constat, c'est tout le contraire des prévisions gouvernementales qui vient de se passer. Les arguments présentés comme des contre-feux à la mobilisation - par ordre chronologique, démographie, allongement de la durée de vie, financement - ne sont pas retenus comme valides par l'opinion qui retient au contraire un immense sentiment d'injustice entre des privilégiés auxquels on ne demande aucun sacrifice, et les salariés et les catégories populaires qui devraient consentir à travailler plus longtemps, plus mal, plus dur. Alors que le gouvernement a trouvé des milliards d'euros pour sauver les banques pendant la crise, il choisit de faire peser 80 % du financement de sa réforme des retraites sur les salariés. C'est ce sentiment d'injustice qui déborde dans les mobilisations et les rencontres que l'on peut avoir. La crise économique et sociale que traverse notre pays et le monde, comme l'allégeance de Sarkozy et de la droite aux puissances d'argent et à la bande du Fouquet's en France, n'a donc pas été sans effet sur la modification de la conscience de nos concitoyens. Il nous faut mesurer à sa juste valeur ce « bougé » dans les têtes, cette prise de conscience que l'argent existe pour une opulente minorité. Dans un des derniers éditoriaux de L'Humanité, le journaliste affirmait qu'« un verrou a sauté » et que l'image d'un Président des riches est désormais largement partagé par le peuple français.

Dernière remarque : ce mouvement s'inscrit dans la durée... mais manque de débouché politique, d'opposition constructive autour d'une alternative à la politique libérale. Les manifestants expriment une conscience claire qu'il en faudra beaucoup pour faire céder le gouvernement... s'il cède un jour ! Ils sont nombreux à dire : « On ira jusqu'au bout. » Mais, dans le même temps, il faut apprendre à durer dans des conditions nouvelles, car la crise rend plus difficile une longue grève. D'une part, la mobilisation sociale en cours porte en germe l'idée d'autres choix de société, mais ils ne s'expriment pas réellement, et de façon contradictoire, le rejet de Sarkozy et de sa réforme, est clairement borné par l'absence d'une réelle perspective politique de changement qu'incarnerait la gauche.

Comme communistes, cela nous pose de grandes difficultés, et nous place devant de grandes responsabilités quand à l'opportunité « palpable » d'un prolongement politique de ces luttes ? Comment faire pour que les exigences du mouvement se matérialisent dans un projet politique qui soit à la fois porteur d'espoir, mais qui soit aussi vecteur des luttes ? Comment faire le lien entre le mouvement et l'impératif de se dégager des exigences libérales pour transformer la société ?

Face à ces questions nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons pu apporter au mouvement ces derniers mois. A Clermont-Ferrand, à chaque mobilisation, le Parti a été très présent assurant une visibilité du PCF et du Front de Gauche aux différents points de contact et de distribution de tracts et autres autocollants. Il a participé à dévoiler les mensonges du gouvernement sur la réforme, à montrer à chacun qu'une autre réforme était possible et qu'il fallait s'attaquer prioritairement à la question centrale des ressources. Il a distribué massivement des résumés et condensés de la proposition de loi des députés communistes, récolté plus de 9000 signatures à la pétition de soutien à cette proposition de loi. A ce sujet nous avons signalé à nos partenaires qu'il fallait être présent sur les points Front de Gauche, car à plusieurs reprises l'essentiel du travail d'installation, de contact et de distribution a été assuré par nos militants. Le jeu collectif est indispensable à la visibilité et à la bonne marche du Front de Gauche dans les mobilisations.

Je le répète, tout ce travail ne doit pas être minoré, mais la situation nous oblige à passer à une autre étape. Il nous faut engager la construction des changements politiques qui permettront à la gauche de rompre réellement avec les logiques libérales du MEDEF, de la Commission européenne et du FMI.

Comment le faire ? C'est la grande question. Nous n'y parviendront pas si celles et ceux qui luttent se contentent de rester spectateurs du débat politique (souvent médiocre dans les médias dominants), qui conduiraient à choisir en 2012 des solutions par défaut. C'est un grand risque que nous devons contribuer à lever. Il

faut parvenir à ce qu'un maximum de ces hommes et de ces femmes qui manifestent ou soutiennent le mouvement, chez qui la conscience de l'injustice est claire, se mêlent du débat politique. C'est avec eux que nous devons décider ce que la gauche doit faire !

Réussir à ce que les citoyens s'emparent du débat politique n'est sans doute pas la chose la plus aisée ni le chemin le plus facile. Pourtant, nous sommes convaincus que c'est en favorisant la réappropriation citoyenne du champ politique que nous pourrons réussir le changement. Il ne faut pas laisser le débat s'enfermer entre quelques spécialistes ou professionnels si nous voulons que le voie s'ouvre en grand sur nos propositions.

Lors de la Fête de l'Humanité, notre parti avec le Front de Gauche a ouvert le chantier d'un programme populaire et partagé. Les forces du Front de Gauche proposent bien sûr à tous d'être partie prenante de cette construction. Mais il faut lui donner de la force pour que ce projet, puis ce programme co-élaboré soit ensuite porté par celles et ceux qui veulent que la gauche réussisse.

Depuis le lancement de cette initiative du projet partagé, quelques premières expériences ont eu lieu mais sans que ce travail ne soit déployé à grande échelle. Il faut maintenant faire connaître largement notre démarche. Pour cela plusieurs outils sont désormais à notre disposition :

- Le Parti vient de lancer un appel « Déterminés pour gagner » (dans la pochette) qui fait le lien entre la mobilisation et le besoin de construire l'alternative politique. Il se conclue sur une invitation à participer à la construction du programme partagé pour savoir « ce que la gauche doit faire ! ». Il nous appartient de le diffuser largement sur le terrain.
- Le Front de gauche travaille à une série d'initiatives et de forums dans plusieurs villes de France avec un travail autour de sept thèmes : République, Europe, argent, écologie, travail, service public et politique internationale. Le Conseil National du week-end dernier a par ailleurs rappeler l'agenda du parti à ce sujet : meeting national du PCF à Paris le 8 novembre (en lien avec les luttes avec une parole forte du Parti et des parlementaires sur la situation), la tenue les 26, 27 et 28 novembre d'une rencontre nationale du projet visant à rassembler 400 personnes , responsables, élus, acteurs du mouvement social, intellectuels, la rencontre nationale des animateurs de section le 8 janvier prochain.
- Au niveau du département, nous pensons qu'il est indispensable dès aujourd'hui de travailler à un recensement des personnes intéressées sur la base de la proximité, c'est-à-dire en passant par les sections. Partout nous avons des connaissances, des personnes ressources qui sont susceptibles de s'intéresser à notre démarche : syndicalistes, militants associatifs, citoyens engagés dans un domaine particulier ou souhaitant s'engager sur

la construction d'un programme. Ce travail de recensement doit permettre de mettre en place ensuite des modalités de travail en commun, en s'inspirant des grandes thématiques retenues au niveau national (mais pas exclusivement, comme il ne faut pas partir de l'idée un thème, une tête). Nous avons un exemple local éclairant sur ce qu'il est possible de faire vivre avec la construction du « pacte citoyen » lors des régionales, où la séance de travail collective avait été particulièrement constructive. On doit s'en inspirer pour le programme partagé.

- Enfin le parti vient de publier un cahier citoyen que vous trouverez dans la pochette. Il est tiré à 1,5 millions d'exemplaires et son objectif est qu'il soit un moyen d'engager le débat, en pointant par exemple ce qui ne peut plus durer, ce qui doit changer, les questions qui font débat à gauche et celles que nous proposons de mettre en débat... Ce matériel doit permettre la diffusion lors de contacts individuels, à l'occasion de réunions publiques à organiser par les sections, en porte à porte... Il nécessite donc de s'en emparer pour que le parti communiste soit pleinement à l'initiative dans la construction de ce programme partagé. Cela suppose dès maintenant de préparer des réunions publiques en lien avec nos sections au plus proche des gens. Les personnes présentes pourront ensuite faire partie du recensement...

Notre démarche du programme partagé doit s'inscrire autant que faire se peut dans le prolongement du mouvement social pour construire l'alternative politique. Il n'est pas non plus déconnecté de la question du candidat à la présidentielle qui peut le mieux incarner cette démarche collective, et surtout la faire vivre. J'en profite qu'André soit présent pour dire quelques mots sur sa candidature à la candidature. Depuis la Fête de l'Humanité, il a fait le choix de mettre en débat sa candidature au sein du Front de Gauche en parallèle avec la réflexion sur le programme partagé. Il est présent au niveau national avec de nombreuses rencontres en régions, dans les fédérations, avec des associations notamment avec comme porte d'entrée la présentation de son livre. Il a également une nouvelle visibilité médiatique avec notamment le passage dans l'émission On n'est pas couché de Ruquier, des passages en radio... Bien sûr, sa candidature suscite des réactions, des interrogations, mais qui ne nous semblent pas à la hauteur de ce qu'elle implique. Il faut la prendre sereinement et porter le débat tout autant sur le fond que sur la forme. Nous pourrions utilement y revenir dans le débat pour que chacun puisse faire part de son ressenti sur ce sujet important pour notre fédération.

Il faut aussi se projeter sur les prochaines échéances électorales à venir avec les élections cantonales. Elles ne seront pas à mon sens déconnectées de la situation politique que nous connaissons, et ce doit être un premier test significatif sur la réalité de notre démarche de popularisation du Front de Gauche. Cyril fera un

point complet de la situation des candidats potentiels canton par canton à la fin du Conseil départemental. Mais il me semble utile de rappeler quelques éléments généraux. Nous revoterons dans 1945 cantons en France en mars prochain. Sur ces mêmes cantons, notre parti avait recueilli 7,84 % des voix en moyenne en 2004. Nous étions présents dans 1670 cantons, dans 740 cantons nous étions sous la barre des 5 % comme dans 26 départements où notre résultat moyen ne dépassait pas ces 5 %. Ces résultats étaient en deçà de ceux de 2008 où le parti réalisait en moyenne 8,7 % des voix, gagnant plus de 200 000 voix par rapport à la série de 2004 avec à la clé 131 conseillers généraux élus.

En 2010, les rapports de force sont les suivants : sur 1945 élus sortants, nous avons 104 élus communistes et apparentés, 5 Parti de Gauche, 961 PS et apparentés, 42 PRG, 13 Verts, 812 UMP/NC et Modem et une bonne dizaine d'inclassables. Soit 58 % des sièges à gauche, et 2 Conseils généraux dirigés par le PCF, Val de Marne et Allier.

Il y a un gros enjeu pour la gauche et pour situer le Front de Gauche dans une dynamique de progression en nombre d'élus, alors que la réforme territoriale prévoit à ce jour la suppression des CG en 2014 avec l'élection des conseillers territoriaux. Les résultats de ces élections cantonales seront importants dans la séquence électorale qui nous mènera vers la présidentielle avec entre temps les sénatoriales à l'automne 2011.

Dans le département, 30 cantons sont renouvelables, dont 3 candidats sortants issus du groupe communiste et apparenté. Après les élections régionales et la forte progression du Front de Gauche, nous avons de vraies opportunités sur différents cantons où nous réalisons plus de 20 % des voix en devançant parfois le PS, mais sur l'ensemble des cantons aussi puisque lors des élections régionales nous n'étions dans aucun canton renouvelable en deçà des 5% (plus bas score est Chamalières avec 7 % et tout de même 442 voix !).

Nous devons donc tous nous mobiliser pour la recherche des candidatures communistes ou apparentés les mieux à même de porter notre démarche, avec un soin particulier à apporter au respect de la parité avec un nombre de titulaires homme qui se rapproche du nombre de titulaires femmes. Avec aussi la recherche de suppléants et suppléantes qui apportent de la dynamique à chaque candidature.

Naturellement, ces élections doivent permettre de poursuivre la démarche de rassemblement du Front de Gauche, et la fédération a commencé à travailler sur une juste répartition des candidats issus ou présentés par les différentes forces du Front de Gauche. Quelques difficultés se font inévitablement jour, et nous aurons besoin d'échanger ensemble pour trancher certains débats.

Je souhaite attirer votre attention sur la situation particulière de l'agglomération clermontoise et de la ville de Clermont-Ferrand qui constitue un enjeu fort, alors que le score des régionales a dépassé les 13 % sur les différents cantons. Pour Clermont-Ferrand, sur 4 cantons renouvelables, seuls 2 sont en l'état actuel réservés à des titulaires présentés par le PCF ce qui n'est pas sans interroger sur notre implantation et son développement.